Notant que, depuis l'établissement du rapport du Secrétaire général intitulé *Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires*¹⁷, des faits nouveaux particulièrement importants pour la situation économique et politique actuelle dans le monde se sont produits dans ce domaine,

Considérant que l'accélération constante de la course aux armements n'est pas compatible avec les efforts visant à instaurer un nouvel ordre économique international, tel qu'il est défini dans la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, contenus dans les résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1^{er} mai 1974, dans la Charte des droits et devoirs économiques des Etats figurant dans la résolution 3281 (XXIX) de l'Assemblée, en date du 12 décembre 1974, ainsi que dans la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée, en date du 16 septembre 1975, et que ces efforts impliquent plus que jamais une action résolue de tous les Etats pour réaliser l'arrêt de la course aux armements et l'application de mesures efficaces de désarmement, en particulier dans le domaine nucléaire,

Consciente du fait que, le désarmement étant une question qui préoccupe profondément tous les Etats, il est urgent de donner à tous les gouvernements et à tous les peuples les informations qui leur permettent de comprendre la situation dans le domaine de la course aux armements et du désarmement, et que l'Organisation des Nations Unies a un rôle central à jouer à cet égard conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies,

Rappelant que, dans sa résolution 3075 (XXVIII), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer à étudier la question des conséquences de la course aux armements, en attachant une attention spéciale à ses effets sur le développement économique et social des nations, ainsi que sur la paix et la sécurité dans le monde, afin de pouvoir présenter, à la demande de l'Assemblée, un rapport à jour sur ce problème, fondé sur les renseignements communiqués par les gouvernements,

1. *Demande de nouveau* à tous les Etats ainsi qu'aux organes s'occupant des questions de désarmement de placer au centre de leurs préoccupations l'adoption de mesures efficaces conduisant à l'arrêt de la course aux armements, surtout dans le domaine nucléaire, et à la réduction des budgets militaires, notamment ceux des pays puissamment armés, et de déployer des efforts continus en vue de réaliser des progrès dans la voie du désarmement général et complet;

2. *Prie* le Secrétaire général de procéder, avec l'assistance de consultants qualifiés nommés par lui, à une mise à jour du rapport intitulé *Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires*, portant sur les principaux aspects de ce rapport et tenant compte de tous faits nouveaux qu'il jugera nécessaires, et de le transmettre à l'Assemblée générale à temps pour qu'elle l'examine lors de sa trente-deuxième session;

3. *Invite* tous les gouvernements à prêter leur appui et leur entière coopération au Secrétaire général pour que l'étude soit effectuée de la manière la plus efficace possible;

¹⁷ A/8469/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.72.IX.16).

4. *Fait appel* aux organisations non gouvernementales et aux organismes internationaux pour qu'ils coopèrent avec le Secrétaire général à la préparation de ce rapport;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-deuxième session la question intitulée "Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde".

2437^e séance plénière
11 décembre 1975

3463 (XXX). Application de la résolution 3254 (XXIX) de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3254 (XXIX) du 9 décembre 1974,

Notant avec satisfaction que le rapport pour 1974 du Groupe de consultants qualifiés chargés d'étudier la réduction des budgets militaires a été reproduit en tant que publication des Nations Unies¹⁸ et que le Secrétaire général lui a assuré une large diffusion,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹⁹ contenant les vues et suggestions des Etats en ce qui concerne les questions traitées dans le rapport susmentionné,

Considérant que le rapport du Groupe de consultants qualifiés chargés d'étudier la réduction des budgets militaires, ainsi que les opinions et suggestions figurant dans le rapport du Secrétaire général, montrent qu'il est nécessaire de poursuivre l'étude d'une grande partie des questions complexes qui y sont signalées,

Réaffirmant sa conviction qu'il est nécessaire et urgent que les Etats membres permanents du Conseil de sécurité, ainsi que tous les autres Etats dont les dépenses militaires sont comparables, procèdent à des réductions de leurs budgets militaires,

Réaffirmant également sa conviction qu'une partie des ressources ainsi libérées devrait être utilisée pour le développement social et économique, en particulier celui des pays en développement,

Notant avec préoccupation que chaque année les dépenses militaires mondiales continuent à augmenter,

Convaincue que la sécurité internationale pourrait être maintenue avec des dépenses militaires mondiales d'un niveau général beaucoup moins élevé qu'à présent,

1. *Lance un appel* à tous les Etats, en particulier aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité ainsi qu'à tous les autres Etats dont les dépenses militaires sont comparables, pour qu'ils s'efforcent de parvenir à un accord en ce qui concerne la réduction de leurs budgets militaires;

2. *Prie instamment* les deux Etats ayant les niveaux de dépenses militaires les plus élevés en termes absolus de procéder, en attendant un tel accord, à des réductions de leurs budgets militaires;

3. *Prie* le Secrétaire général d'établir, avec le concours d'experts qualifiés nommés par lui après consultation des Etats Membres, un rapport contenant une analyse approfondie et un examen en termes concrets des diverses questions spécifiées au paragraphe 5 ci-après, y compris des conclusions et des recommandations;

¹⁸ A/9770/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F. 75.I.10).

¹⁹ A/10165 et Add.1 et 2.

4. *Demande* à tous les gouvernements de prêter leur pleine coopération pour fournir toute l'assistance qui pourrait être nécessaire afin que ce rapport soit établi de façon efficace;

5. *Décide* que ce rapport mettra l'accent en particulier sur les questions suivantes :

a) La définition et l'ampleur du secteur militaire et des dépenses militaires ainsi que la classification et la structure des dépenses effectuées dans le cadre des budgets militaires, dans le but global de parvenir à des délimitations et à des définitions généralement acceptables et universellement applicables et à un système comptable normalisé permettant de comparer effectivement les budgets militaires;

b) L'évaluation des ressources du secteur militaire, en considérant différents systèmes économiques et différentes structures de production au sein du secteur militaire, afin d'examiner des méthodes concernant les relations entre les ressources et la production militaire;

c) Les coefficients de correction des fluctuations de prix dans la production militaire de différents pays, en vue d'examiner des méthodes permettant de mesurer les tendances réelles des dépenses dans le temps en tenant compte des différences de taux d'évolution des prix entre les pays;

d) La comparaison internationale des valeurs et les taux de change applicables à la production militaire, afin d'examiner des méthodes permettant une comparaison monétaire précise des dépenses militaires;

6. *Prie* le Secrétaire général de présenter ce rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente et unième session;

7. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente et unième session une question intitulée "Réduction des budgets militaires : rapport du Secrétaire général aux termes de la résolution 3463 (XXX) de l'Assemblée générale".

2437^e séance plénière
11 décembre 1975

3464 (XXX). Le napalm et les autres armes incendiaires et tous les aspects de leur emploi éventuel

L'Assemblée générale,

Convaincue que les souffrances de la population civile et des combattants pourraient être sensiblement réduites si un accord général pouvait être réalisé au sujet de l'interdiction ou de la limitation pour des raisons humanitaires de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme causant des souffrances inutiles ou comme ayant des effets non sélectifs,

Consciente du fait que des résultats positifs à cet égard seraient de nature à faciliter des négociations de fond sur le désarmement en vue de l'élimination de la production, du stockage et de la prolifération des armes en question, ce qui devrait être l'objectif ultime,

Rappelant que la question de l'interdiction ou de la limitation pour des raisons humanitaires de l'emploi de certaines armes classiques a fait l'objet de discussions de fond sérieuses au niveau des experts gouvernementaux à la Conférence d'experts gouvernementaux tenue à Lucerne, du 24 septembre au 18 octobre 1974, sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge, et au niveau des représentants des gouvernements à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés et à l'Assemblée générale,

Consciente du fait que les discussions ainsi que les propositions et suggestions qui ont été formulées ont trait non seulement au napalm et aux autres armes incendiaires mais également à un certain nombre d'autres types spécifiques d'armes classiques, par exemple divers projectiles de petit calibre, certaines armes explosives et armes à fragmentation, ainsi que certaines armes à retardement et armes perfides,

Consciente de la nécessité de poursuivre la discussion et d'obtenir des données complémentaires pour permettre aux gouvernements de parvenir à de nouvelles conclusions et de rechercher un accord d'ordre général,

Notant avec satisfaction que la question sera examinée à une deuxième conférence d'experts gouvernementaux, sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge, qui se tiendra à Lugano du 28 janvier au 26 février 1976 et qui doit se concentrer sur les armes classiques qui ont fait, ou peuvent faire, l'objet de propositions en vue d'interdire ou de limiter leur emploi, et étudier la possibilité, la teneur et la forme de ces propositions d'interdiction ou de limitation, et notant que la question sera ensuite examinée par la troisième session de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, qui se tiendra à Genève du 21 avril au 11 juin 1976,

Persuadée que le sens de l'urgence et le désir d'aboutir à des résultats concrets présideront à ces travaux,

1. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général relatifs aux travaux de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés en ce qui concerne les aspects de ces travaux qui correspondent à l'objet de la présente résolution²⁰;

2. *Invite* la Conférence diplomatique à continuer d'examiner l'emploi de certaines armes classiques, y compris toute arme qui peut être considérée comme causant des souffrances inutiles ou comme ayant des effets non sélectifs, et de rechercher, pour des raisons humanitaires, un accord sur des règles éventuelles interdisant ou limitant l'emploi de ces armes;

3. *Prie* le Secrétaire général, qui a été invité à participer à la Conférence diplomatique en qualité d'observateur, de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente et unième session, sur les travaux de la Conférence diplomatique et de la Conférence d'experts gouvernementaux, qui se tiendra à Lugano, correspondant à l'objet de la présente résolution;

4. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente et unième session une question intitulée "Armes incendiaires et autres armes classiques qui peuvent être l'objet de mesures d'interdiction ou de limitation pour des raisons humanitaires".

2437^e séance plénière
11 décembre 1975

3465 (XXX). Armes chimiques et bactériologiques (biologiques)

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 2454 A (XXIII) du 20 décembre 1968, 2603 B (XXIV) du 16 décembre 1969, 2662 (XXV) du 7 décembre 1970, 2827 A (XXVI) du 16 décembre 1971, 2933 (XXVII) du 29 novembre 1972, 3077 (XXVIII) du 6 décembre 1973 et 3256 (XXIX) du 9 décembre 1974,

²⁰ A/10195, A/10222.